

Rencontres nationales TEPOS 2017 – Figeac

Compte-rendu du Labo « Chiffrage de la valeur locale »

1. Introduction

Au-delà de ses bénéfices environnementaux, la transition énergétique territoriale a un impact positif sur l'économie et l'emploi local. Le chiffrage des bénéfices socio-économiques, existants ou attendus, de la transition énergétique représente donc un levier puissant de mobilisation des élus et acteurs économiques des territoires.

Transitions et Auxilia, qui collaborent dans l'animation de réseaux régionaux de territoires en transition, explorent depuis quelques années les outils et méthodes permettant de mieux appréhender les composantes économiques de la transition énergétique territoriale : réduction de la facture énergétique du territoire, développement d'activités économique et emplois liés, évolution des ressources fiscales des collectivités concernées. De même, le RAC et l'ADEME cherchent à valoriser les impacts socio-économiques bénéfiques de la transition énergétique des territoires.

Le présent Labo, qui a réuni une vingtaine de personnes lors des Rencontres Nationales TEPOS 2017 à Figeac, vise à partager les premiers travaux et à préciser les attentes des territoires pour affiner les orientations des travaux à venir.

2. Attentes des participants et objectifs du Labo

Les participants sont interrogés en début de séance, avant le démarrage des présentations, sur leurs attentes vis-à-vis de cette séance de travail. Voici leurs réponses :

- Disposer d'arguments sur les enjeux socio-économiques constitue une réelle plus-value pour pouvoir interpellier élus et autres acteurs du territoire
- Obtenir des outils permettant d'affiner les données existantes à grosse maille au niveau national
- Les enjeux économiques sont parfois les seuls permettant de faire bouger les lignes, il ne faut pas les négliger
- Passer de « combien ça coûte ? » à « combien ça rapporte ? »
- L'argumentaire économique n'est pas encore assez investigué et exploité
- Comment mesurer le fait que la valeur générée par la transition énergétique reste bien sur le territoire ?
- Les arguments socio-économiques semblent essentiels pour mobiliser les élus mais il paraît difficile de s'en saisir au niveau territorial.
- Ces enjeux socio-économiques donnent ensuite lieu à des réflexions sur les compétences et la formation dans un territoire.

Les objectifs de ce Labo sont par ailleurs de répondre aux questions suivantes :

- Quelles sont les attentes des territoires sur le chiffrage de la valeur locale de la transition ?
- Quels sont les ressources et apports potentiels (données, méthodologies, etc.) des territoires pour nourrir ce chiffrage ?
- Comment dépasser les limites rencontrées et exploiter utilement le chiffrage de la valeur locale pour amplifier le portage politique et la prise de conscience des élus ?

3. Présentation de nos démarches

Au-delà de ses bénéfices environnementaux, la transition énergétique territoriale a un impact positif sur l'économie et l'emploi local. Le chiffrage des bénéfices socio-économiques, existants ou attendus, de la transition énergétique représente donc un levier puissant de mobilisation des élus et acteurs économiques des territoires.

Le labo était articulé autour de deux enjeux spécifiques : la production et l'utilisation de la facture énergétique territoriale, et l'évaluation de l'impact en emplois de la transition écologique à l'échelle territoriale. Vous pouvez retrouver davantage de précisions sur ces deux projets dans les deux présentations jointes.

3.1. Monographies économiques des TEPOS en Auvergne-Rhône-Alpes

La communauté de travail régionale ADEME-Région-DREAL et le groupement Transitions-Auxilia (AMO TEPOS pour Auvergne-Rhône-Alpes), avec le soutien de RAEE, de la FIBRA et de la CERA, ont réalisé des monographies économiques pour 5 territoires TEPOS d'Auvergne-Rhône-Alpes, comprenant des focus sur les filières rénovation énergétique et bois-énergie. La première version des monographies produite en 2016 donne aujourd'hui lieu à un travail d'approfondissement, dans le but d'élaborer une nouvelle version d'ici à fin 2017.

3.2. Projet TETE (Transition Energétique Territoire Emploi)

De son côté, le Réseau Action Climat (RAC) et l'ADEME ont lancé en 2017 au niveau national la construction d'un outil de quantification des emplois liés à la transition énergétique territoriale, en collaboration avec Philippe Quirion, chercheur au CIREC et spécialiste du sujet. Cet outil a vocation à être mis à disposition des territoires et des associations, dans le but de sensibiliser les acteurs locaux à l'importance de la transition énergétique sur l'emploi. L'outil a été testé sur la Région Hauts-de-France en 2017 et devrait être mis à disposition de tous début 2018.

4. Travail en sous-groupes

D'un point de vue technique et communicationnel, quelles sont les attentes et les besoins des acteurs vis-à-vis de ce type d'outils ?

Les acteurs des territoires, susceptibles d'utiliser des outils de modélisation des impacts socio-économiques d'une démarche de transition, ont besoin de ce type d'outil pour **démontrer** l'intérêt de démarches de transition énergétique territoriale :

- Ces outils doivent ainsi pouvoir faire office **d'aide à la décision pour les élus**.
- Par ailleurs, ces outils pourraient ne pas s'adresser uniquement aux collectivités mais aussi être mobilisables par les citoyens, acteurs associatifs des territoires, etc.
- Le but est dans tous les cas de les utiliser dans un but de **mobilisation** autour d'un projet de transition du territoire.

En amont de la construction d'un tel outil :

- Il est nécessaire d'effectuer un travail concerté de définition des objectifs de cet outil et du besoin exact auquel il doit répondre.
- De même, lors d'une utilisation d'un tel outil, il est nécessaire d'échanger avec les techniciens qui connaissent le territoire (notamment sur le développement économique) pour vérifier la pertinence des méthodes et la véracité des résultats. Sans concertation et sans participation des acteurs, les résultats ne seront jamais acceptés ou utilisés. L'implication des techniciens, qu'ils soient spécialistes ou non de la transition énergétique, est primordiale pour consolider les résultats fournis par ce type d'outil. Il en découle qu'il semble impossible de produire un outil presse-bouton.
- La construction et le fonctionnement de l'outil doivent être transparent, et doivent s'appuyer sur des méthodes solides, afin de maximiser leur robustesse et leur crédibilité.

D'un point de vue pratique, il est nécessaire que ces outils aient une ergonomie visuelle, simple et dynamique :

- Ces outils doivent être fournis avec un guide méthodologique pour qu'ils soient appropriés par les utilisateurs au mieux et notamment pour que ceux-ci associent bien les acteurs du territoire dans la construction et la consolidation des résultats obtenus.
- Les résultats fournis par ce type d'outil de modélisation doivent être appropriables facilement. Pour cela, l'idée serait d'accompagner chaque outil d'un guide méthodologique. Cela permettrait de vulgariser les enjeux socio-économiques au niveau territorial.

De quelles données et ressources les acteurs disposent-ils pour alimenter ces outils ?

Pour utiliser ce type d'outils, il est nécessaire de partir de données disponibles, faciles d'accès, gratuites et fiables :

- Le fait est que la publicité et la gratuité des données des opérateurs d'énergie permet de connaître de plus en plus finement les caractéristiques énergétiques du territoire.

- Les données relatives au gaz et à l'électricité sont accessibles, les données relatives au fuel, au bois et aux carburants sont plus compliquées à fiabiliser.
- Néanmoins, les données des observatoires régionaux sont somme toute de plus en plus fiables. De plus, les études de planification énergétique (EPE), lancées à l'échelle du territoire, permettent d'affiner les données disponibles, et vont souvent plus loin que les simples données énergétiques, en les mettant en rapport avec les caractéristiques socio-économiques du territoire.

Ces caractéristiques territoriales sont accessibles via les données économiques disponibles localement. Cela passe par les données mises à disposition par les chambres consulaires et les fédérations professionnelles et permettent ainsi de mieux connaître le tissu économique local. L'utilisation de bases de données nationales, comme la base CLAP par exemple, peut aussi permettre d'alimenter en données économiques les outils de modélisation.

Il apparaît potentiellement intéressant de travailler sur la question de la valeur locale à l'occasion d'un projet de planification territoriale en particulier (élaboration du PCAET par exemple). En effet, la prise en compte de l'enjeu socio-économique devient ainsi une réelle plus-value pour la planification territoriale. L'opportunité est celle de croiser à cette occasion les données récoltées sur le plan énergétique et sur le plan économique.

Quelles sont les différentes lacunes, contraintes ou obstacles rencontrés par les acteurs vis-à-vis de ce type d'outils ?

De nombreuses difficultés doivent être prises en compte afin de les anticiper et faire en sorte que outils mis à disposition des territoires permettent de les dépasser :

- L'accès aux données est parfois compliqué, leur disponibilité, le temps de traitement qu'elles nécessitent et parfois leur coût sont autant de freins à leur exploitation.
- Il faut par ailleurs être vigilant vis-à-vis de la technicité : tous les utilisateurs et destinataires des résultats ne sont pas experts de ces questions. Il y a donc de possibles difficultés d'appropriation des résultats par les élus et les citoyens. La méthodologie peut apparaître complexe pour certains élus non spécialistes de ces enjeux.
- De plus, il existe forcément un décalage entre la théorie économique qui sert à construire l'outil et la réalité du terrain. Il est rappelé ici la nécessité de reboucler les résultats avec les acteurs du territoire afin de les adapter aux caractéristiques locales et ainsi de les consolider.
- Tous les territoires ne sont pas égaux : certaines collectivités ne possèdent pas en interne de compétences et de missions spécifiques sur les enjeux socio-économiques. D'autres disposent de techniciens ayant peu de temps pour manipuler des outils parfois complexes
- Plus globalement la considération des enjeux socio-économiques liés à la transition énergétique des territoires se heurte à une question de temporalité. Bien que les bénéfices qui apparaissent soient réels, l'évolution est lente et les résultats de la démarche TEPOS (notamment les résultats économiques) ne sont pas forcément visibles dès la fin du mandat d'élu.
- Enfin, ce type d'outil se confronte à une problématique d'incertitude et volatilité des prix de l'énergie et cela peut faire grandement varier la facture énergétique d'un territoire d'une année sur l'autre, et ce indépendamment de sa démarche TEPOS.

Quelle échelle territoriale est la plus pertinente pour la mise en application de ces outils ?

La question de l'étendue territoriale considérée lors de l'utilisation de ces outils influe grandement sur les méthodologies à utiliser, mais aussi sur l'appropriation des résultats :

- Il apparaît plus intéressant que les outils soient adaptables à plusieurs échelles différentes mais cela paraît difficile d'assurer la même fiabilité des résultats lors de l'utilisation d'un outil de ce type.
- L'échelle communale est plus parlante pour les citoyens mais il semble difficile de descendre à une maille aussi fine. En effet, la valeur économique locale créée à cette échelle est relativement faible et donc difficile à estimer avec une grande précision. De la même façon, l'échelle projet peut paraître intéressante mais trop fine pour être réalisable. Par exemple, il serait intéressant de calculer l'impact en emploi de l'installation d'un projet PV citoyen mais cela paraît compliqué.
- Inversement, il apparaît que les résultats socio-économiques seront d'autant plus faciles à obtenir et fiables si le territoire considéré est étendu, peuplé et dynamique économiquement. Néanmoins cette échelle, trop éloignée de la réalité des acteurs du territoire, n'est pas adaptée à une communication territoriale.
- L'échelle intercommunale paraît être la plus pertinente, d'autant plus si elle correspond à un bassin de vie (notamment vis-à-vis de enjeux liés à l'emploi). De plus, l'EPCI est chef de file sur

les questions de développement local et de transition énergétique territoriale : il s'agit donc d'un acteur incontournable dans ce type de démarche.

Comment utiliser et publier les résultats pour avoir un impact sur les politiques territoriales de la transition énergétique ?

La communication de ce type de résultats doit être simple, claire et synthétique. Elle a quasiment autant d'importance que les résultats en eux-mêmes :

- Comme indiqué précédemment, il est nécessaire d'associer des acteurs relais en amont, durant la construction même de ces résultats. De la même façon, la communication des résultats obtenus suite à la modélisation des enjeux socio-économiques ne doit pas être standardisée pour que les acteurs du territoire se l'approprient.
- Il ne faut pas surcharger la communication de résultats quantitatifs, mais plutôt utiliser ces résultats quantitatifs pour présenter des résultats qualitatifs. La valorisation des temps de bénévolat ou la mise en exergue des coûts de l'inaction seraient également intéressantes.
- Le territoire doit se donner les moyens de communiquer auprès des citoyens, via par exemple des événements grand public lors desquels ces résultats pourraient être mis en avant.

5. Conclusion

Tous les éléments ci-dessus, issus des recommandations des territoires lors de ce Labo, seront utiles aux acteurs cherchant à développer des outils de chiffrage de la valeur locale de la transition énergétique.

Cela permettra de développer des outils de modélisation des impacts socio-économiques de la transition énergétique des territoires répondant réellement au besoin des acteurs des territoires. Ces outils seront ainsi davantage utilisés, de façon plus efficace et les résultats obtenus auront donc un effet mobilisateur plus fort auprès des élus, des citoyens et des acteurs économiques.

Ce Labo aura permis de saisir au mieux les attentes et les besoins des acteurs vis-à-vis de ce type d'outils et d'avoir une meilleure idée des données et ressources dont les acteurs du territoire disposent pour alimenter ces outils. De plus, les échanges ayant eu lieu lors de ce Labo ont permis d'appréhender plus efficacement les contraintes auxquelles sont confrontés les utilisateurs de ces outils. Ce Labo a confirmé que l'échelle d'utilisation pertinente de ce type d'outil est bien l'échelle de l'EPCI ou du bassin de vie (qui sont souvent cohérents) et que cela répond à une véritable demande des acteurs au niveau local. Enfin, les échanges ont commencé à éclaircir le sujet de la diffusion des résultats issus de tels outils, des moyens comme dans la forme.

L'objectif est maintenant de construire ces outils de modélisation socio-économique au contact du terrain, afin de répondre au mieux à l'attente suscitée. Auxilia et Transitions s'engagent à continuer à travailler à l'amélioration de ces outils, dans l'idée de produire des recommandations et des méthodes plus directement exploitables par les territoires. Cela passera par la refonte de leur outil de calcul de la facture énergétique territoriale, et par ailleurs par la participation au côté d'Auvergne-Rhône-Alpes Energie Environnement à une nouvelle version des monographies économiques des TEPOS en Auvergne-Rhône-Alpes. Le RAC et l'ADEME vont pour leur part proposer sous peu l'outil TETE afin de modéliser l'impact en emplois des stratégies de transition énergétique territoriales, et accompagneront les futurs utilisateurs dans leur prise en main de cet outil.